



QUENTIN DUTERTRE
JEAN-PIERRE EMMERICH
CAMILLE LEJEUNE
GÉRARD LEJEUNE
EXPERTS-COMPTABLES
COMMISSAIRES AUX COMPTES

**FEDERATION DES EGLISES EVANGELIQUES
BAPTISTES DE FRANCE**

47, rue de Clichy
75 311 PARIS Cedex 9

SIRET : 775 665 813 00076 ; APE : 94 91Z

**RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024



QUENTIN DUTERTRE
JEAN-PIERRE EMMERICH
CAMILLE LEJEUNE
GÉRARD LEJEUNE
EXPERTS-COMPTABLES
COMMISSAIRES AUX COMPTES

**Fédération des Eglises
Evangéliques Baptistes de France**
47, rue de Clichy
75 311 PARIS Cedex 9

A l'assemblée générale de la Fédération des Eglises Evangéliques Baptistes de France,

OPINION

En exécution de la mission complémentaire qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Fédération des Églises Évangéliques Baptistes de France relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la fédération à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

REFERENTIEL D'AUDIT

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

INDEPENDANCE

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les immobilisations corporelles, les prêts accordés ainsi que la trésorerie.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement des comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fédération à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fédération ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fédération.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fédération à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Sainte-Geneviève-des-Bois,
Le 24 avril 2025

Le Commissaire aux comptes,
Jean-Pierre EMMERICH

Signé par Jean-Pierre Emmerich
Le 24/04/2025

ID: tx_qaeB9bkLJ6gw



BILAN ACTIF

	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	1 684 810		1 684 810	1 684 810
Constructions	14 677 027	6 727 267	7 949 761	8 092 491
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Immobilisations corporelles en cours	6 968 578		6 968 578	5 898 205
Autres	2 075	2 075		395
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées	1 603 528		1 603 528	1 603 086
Autres titres immobilisés				
Prêts	2 648 802		2 648 802	2 797 769
Autres				
TOTAL I	27 584 821	6 729 342	20 855 479	20 076 755
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	750		750	
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	311 268		311 268	285 084
Valeurs mobilières de placement	1 200 000		1 200 000	1 200 000
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	1 291 134		1 291 134	1 802 806
Charges constatées d'avance	2 319		2 319	786
TOTAL II	2 805 471		2 805 471	3 288 677
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écarts de conversion Actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	30 390 292	6 729 342	23 660 950	23 365 432

BILAN PASSIF

	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	4 623 152	3 753 918
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires	1 580 600	1 580 600
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	1 540 883	1 522 374
Autres		
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	66 237	887 742
Situation nette (sous total)	7 810 872	7 744 635
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	7 949 761	8 092 491
Provisions réglementées		
TOTAL I	15 760 633	15 837 126
AUTRES FONDS PROPRES		
TOTAL I bis		
FONDS REPORTEES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	264 224	355 388
TOTAL II	264 224	355 388
PROVISIONS		
Provisions pour risques	3 420	
Provisions pour charges		
TOTAL III	3 420	
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	7 316 491	6 695 380
Emprunts et dettes financières diverses	10 591	12 730
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12 089	188 908
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	285 492	262 425
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	6 411	12 071
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	1 600	1 404
TOTAL IV	7 632 674	7 172 918
Ecarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I + I bis + II + III + IV + V)	23 660 950	23 365 432

COMPTES DE RESULTAT EN LISTE

	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	324 722	315 079
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service		
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	223 955	132 565
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie	25 686	
Contributions financières	1 703 731	1 774 782
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		
Utilisations des fonds dédiés	100 192	56 212
Autres produits	11 132	21 388
TOTAL I	2 389 418	2 300 025
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	383 595	295 375
Aides financières	667 595	669 600
Impôts, taxes et versements assimilés	3 697	4 946
Salaires et traitements	881 278	911 409
Charges sociales	353 939	342 076
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	263 414	272 383
Dotations aux provisions	3 420	
Reports en fonds dédiés	9 027	47 296
Autres charges	4 680	1 465
TOTAL II	2 570 645	2 544 550
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	(181 227)	(244 525)
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	21 338	
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	41 372	51 984
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		22 600
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	62 710	74 584
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	152 293	127 707
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	152 293	127 707
2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	(89 583)	(53 123)

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE - SUITE

	Exercice N	Exercice N-1
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	(270 810)	(297 648)
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	27 704	
Sur opérations en capital	626 971	1 611 043
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	654 675	1 611 043
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
Sur opérations de gestion	10 681	87 285
Sur opérations en capital	302 895	334 857
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL VI	313 576	422 142
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	341 099	1 188 901
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	4 051	3 511
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	3 106 802	3 985 652
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	3 040 565	3 097 910
EXCEDENT OU DEFICIT	66 237	887 742
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

Annexe



1. Présentation de l'association

La Fédération des Églises Évangéliques Baptistes de France est établie sur la base des principes indiqués dans la "Confession de Foi des Eglises Baptistes de France" dont un exemplaire est annexé aux Statuts.

Elle a pour objet de rapprocher les Églises les unes des autres ; de créer et de maintenir une œuvre missionnaire en France, par la création de postes, l'entretien des colporteurs et, en général, par tous les moyens dont elle pourra disposer de travailler à la diffusion de l'Évangile.

Elle s'interdit toute action politique.

2. Principes et méthodes comptables

L'association a arrêté ses comptes et rédigé son annexe conformément aux dispositions du règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général et appliquant les dispositions particulières du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles applicables, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptable d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par la référence à la méthode des coûts historiques.

3. Immobilisations

A leur date d'entrée dans le patrimoine, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les constructions sont amorties selon le mode linéaire sur une durée de 50 ans.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien sont sans incidence sur le calcul des coûts des biens financés.

4. Fonds propres

La présentation des fonds propres dans le bilan est normée dans le règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général et appliquant les dispositions particulières du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Le résultat comptable ne pouvant être attribué aux adhérents, qui n'ont aucun droit individuel celui-ci, le résultat positif est appelé « excédent » et le résultat négatif « déficit ». L'instance statutairement compétente se prononce sur l'affectation de l'excédent ou déficit.

Aucune distinction n'est faite entre le résultat définitivement acquis ou celui sous contrôle des tiers financeurs, soit pouvant être repris par un tiers financeur.

Une seule ligne est consacrée au résultat global de l'exercice sous la rubrique des fonds propres.

Les subventions d'investissements sont le reflet des acquisitions d'immeubles que la Fédération a financé pour le compte des Eglises. Elles sont reprises chaque année au compte de résultat conformément aux dispositions du règlement ANC 2018-06.

5. Fonds dédiés

Les fonds dédiés sont les rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les sommes inscrites sous la rubrique « fonds dédiés » sont reprises en produits au compte de résultat au cours des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements, par le crédit du compte « report des ressources non utilisées des exercices antérieurs.

Les fonds dédiés à la clôture de l'exercice s'élèvent à 244.273 euros et sont relatifs au CNEF pour 81.214 euros, aux Eglises MIB pour 152.032 euros ainsi qu'au projet ASTORGA pour 9.027 euros.

6. Contributions en nature

La FEEBF reconnaît à sa juste et grande valeur l'engagement bénévole des femmes et des hommes qui se mobilisent dans le cadre de ses activités : cet engagement gratuit relève de la grâce prêchée par notre Église et qui est une offrande. La mise en place des outils de décomptes d'heures et l'établissement des bases monétaires de la valorisation du temps des bénévoles contreviennent à la nature profonde de cet engagement. Aussi aucune valorisation au titre des contributions volontaires en temps des bénévoles n'est effectuée dans les comptes.

7. Honoraires du commissaire aux comptes

Les honoraires du commissaire aux comptes portés au compte de résultat de l'exercice ont été de 6.900€ TTC et concernent en totalité la mission légale de contrôle des comptes.

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles			
TOTAL immobilisations incorporelles :			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains	1 684 810		
Constructions sur sol propre	14 718 842		423 184
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier	2 075		
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	5 898 205		1 070 374
Avances et acomptes			
TOTAL immobilisations corporelles :	22 303 932		1 493 557
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations	1 603 086		442
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	2 797 769		432 548
TOTAL immobilisations financières :	4 400 855		432 990
TOTAL GÉNÉRAL	26 704 787		1 926 548

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légalés
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement				
Autres immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles :				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains			1 684 810	
Constructions sur sol propre		464 998	14 677 027	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Install. techn., matériel et out. industriels				
Inst. générales, agencements et divers				
Matériel de transport				
Mat. de bureau, informatique et mobil.			2 075	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours			6 968 578	
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :		464 998	23 332 491	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence				
Autres participations			1 603 528	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immo. financières		581 515	2 648 802	
TOTAL immobilisations financières :		581 515	4 252 330	
TOTAL GÉNÉRAL		1 046 513	27 584 821	

VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles			
TOTAL immobilisations incorporelles :			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier			
Emballages récupérables et divers			
TOTAL immobilisations corporelles :			
Frais d'acquisition de titres de participations			

© Sage

État des Échéances des Créances et Dettes

FEDERATION DES EGLISES BAPTISTES

Période du 01/01/24 au 31/12/24

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	2 648 802	490 725	2 158 077
Autres immobilisations financières			
TOTAL de l'actif immobilisé :	2 648 802	490 725	2 158 077
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	750	750	
Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés	830	830	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
État - Impôts sur les bénéfices			
État - Taxe sur la valeur ajoutée			
État - Autres impôts, taxes et versements assimilés			
État - Divers			
Groupe et associés	286 267	286 267	
Débiteurs divers	11 027	11 027	
TOTAL de l'actif circulant :	298 874	298 874	
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	2 319	2 319	

TOTAL GÉNÉRAL	2 949 995	791 917	2 158 077
----------------------	------------------	----------------	------------------

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus d' 1 an à l'origine	7 316 491	455 296	1 824 190	5 037 005
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	12 089	12 089		
Personnel et comptes rattachés	7 730	7 730		
Sécurité sociale et autres organismes	271 762	271 762		
Impôts sur les bénéfices	4 470	4 470		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	1 530	1 530		
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
Groupe et associés	10 591	10 591		
Autres dettes	6 411	6 411		
Dette représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	1 600	1 600		

TOTAL GÉNÉRAL	7 632 674	771 479	1 824 190	5 037 005
----------------------	------------------	----------------	------------------	------------------

Provisions Inscrites au Bilan

FEDERATION DES EGLISES BAPTISTES

Période du 01/01/24 au 31/12/24

RUBRIQUES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Prov. pour reconstitution des gisements Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
Provisions pour litiges Prov. pour garant. données aux clients Prov. pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Prov. pour pensions et obligat. simil. Provisions pour impôts Prov. pour renouvellement des immo. Provisions pour gros entretien et grandes révisions Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer Autres prov. pour risques et charges		3 420		3 420
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES		3 420		3 420
Prov. sur immobilisations incorporelles Prov. sur immobilisations corporelles Prov. sur immo. titres mis en équival. Prov. sur immo. titres de participation Prov. sur autres immo. financières Provisions sur stocks et en cours Provisions sur comptes clients Autres provisions pour dépréciation				
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION				
TOTAL GÉNÉRAL		3 420		3 420



MONTANT DES CHARGES À PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 900
Dettes fiscales et sociales	11 820
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	
Autres dettes	
TOTAL	18 720



MONTANT DES PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
<div>Immobilisations financières</div> <div>Créances rattachées à des participations</div> <div>Autres immobilisations financières</div> <div>Créances</div> <div>Créances clients et comptes rattachés</div> <div>Personnel</div> <div>Organismes sociaux</div> <div>État</div> <div>Divers, produits à recevoir</div> <div>Autres créances</div> <div>Valeurs Mobilières de Placement</div> <div>Disponibilités</div>	11 027
TOTAL	11 027



RUBRIQUES	Charges	Produits
Charges ou produits d'exploitation	2 319	1 600
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		
TOTAL	2 319	1 600



VARIATION DES FONDS PROPRES

	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	3 753 918		869 234		4 623 152
Fonds propres avec droit de reprise	1 580 600				1 580 600
Ecart de réévaluation					
Réserves	1 522 374		18 509		1 540 883
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	887 742	(887 742)	66 237		66 237
Situation nette	7 744 635	(887 742)	953 980		7 810 872
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	8 092 491			142 730	7 949 761
Provisions réglementées					
TOTAL	15 837 126	(887 742)	953 980	142 730	15 760 633

EFFECTIFS	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres		
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	8	
Ouvriers		
TOTAL	8	

Liste des Filiales et Participations

FEDERATION DES EGLISES BAPTISTES

Période du 01/01/24 au 31/12/24

FILIALES ET PARTICIPATIONS	Capital	Réserves et RAN avant affecta° resultat	Quote-part du capital détenue en pourcentage	Valeurs comptables titres détenus Brute	Valeurs comptables titres détenus Nette	Prêts & avances consentis par la société non remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires HT du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par société au cours exercice
A. RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS CONC. LES FILIALES ET PARTICIPATIONS 1. filiales (Plus de 50% du capital détenu) SCI RUE DE LILLE (75 2. participations (10 à 50% du capital détenu)	473	171 572	98,39	1 580 638	1 580 638			211 210	84 975	21 338
B. RENSEIGNEMENTS GLOBAUX CONC. LES AUTRES FILIALES ET PARTICIPAT° 1. filiales non reprises en A: - françaises - étrangères 2. participations non reprises en A: - françaises - étrangères										



**ETAT SÉPARÉ DES AVANTAGES ET DES RESSOURCES PROVENANT DE L'ÉTRANGER
POUR L'EXERCICE 2024**

version synthétique

Le règlement ANC 2022-04 du 30 juin 2022 modifiant le règlement ANC 2018-06 oblige les associations à objet cultuel à présenter dans l'annexe des comptes annuels un état séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger .

Etat du contributeur	Montant des avantages et ressources
ALLEMAGNE (DMG)	34 800 €
ALLEMAGNE (VDM)	85 601 €
ROYAUME-UNI (BMS)	20 928 €
ROYAUME-UNI (Messianic Testimony)	36 059 €
SUEDE (Interact)	12 474 €
SUISSE (Fédération Romande)	3 838 €
USA (FIME)	57 000 €
	- €
TOTAL	250 700 €

La version détaillée de l'état séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger que l'association doit établir en application du règlement ANC-2018-06 est mise à la disposition du public au siège social sur demande adressée à la direction.